

Texte signé par Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, et publié dans The Gazette, Le Devoir, Le Journal de Montréal et Le Journal de Québec.

Le 23 septembre 2011

Hausser le nombre d'immigrants et améliorer leur intégration : nous pouvons réussir les deux à la fois

Le Québec tout entier, et la région métropolitaine de Montréal en particulier, ont et auront besoin de plus en plus de main-d'œuvre : l'élan de notre croissance économique en dépend.

Or, au cours des dernières semaines, plusieurs partis, groupes ou acteurs politiques ont proposé de diminuer le nombre d'immigrants qu'accueille le Québec, certains de façon considérable. Cette proposition fait le déni de la réalité économique et démographique du Québec.

Nous entrons dans une phase de vieillissement de la population, qui se traduira par une rareté de main-d'œuvre. Il y aura plus de départs à la retraite que de nouveaux entrants sur le marché du travail parmi les natifs du Québec au cours des prochaines années.

Notre seul choix est de compter sur un apport supplémentaire de l'immigration pour combler en partie cette faiblesse. Si rien n'est fait, le Québec connaîtra un déclin relatif de son bassin de main-d'œuvre, ce qui aura des conséquences graves sur son potentiel économique.

Couper les valves de l'immigration de 5000, 10 000 ou 15 000 personnes durant quelques années pourrait causer un dommage irréparable au marché du travail. À terme, le Québec pourrait se priver de 30 000, 40 000, voire 50 000 travailleurs, une contribution dont nous ne pouvons nous passer.

Alors que toutes les économies du monde rivalisent pour attirer une diversité de talents issus de l'immigration, pourquoi le Québec se refermerait-il partiellement sur lui-même? Cet apport de l'immigration est d'autant plus riche qu'il bonifie également la diversité de main-d'œuvre disponible, un atout non négligeable pour nos entreprises dans l'économie ouverte d'aujourd'hui.

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain estime qu'il faut non seulement éviter de réduire les volumes d'immigrants, mais bien les augmenter graduellement. Si le Québec accueillait un nombre d'immigrants proportionnel à son poids démographique dans le Canada, nous aurions une cible de 65 067 immigrants par année plutôt que les 50 000 proposés par le gouvernement.

Pour la région métropolitaine, l'apport de l'immigration est encore plus significatif. C'est à Montréal que la grande majorité – 87 % – de la population immigrante se trouve. Et nous le savons, Montréal fait moins bien que les autres grandes villes du Canada en matière d'intégration. La Chambre est tout à fait d'accord : nous devons faire mieux sur ce point.

Mais il est faux de prétendre qu'une amélioration de l'intégration des immigrants passe nécessairement par une diminution du nombre de ceux-ci. Pour atteindre nos objectifs et assurer notre prospérité, nous devons faire les deux. Et, évidemment, il faut aussi sélectionner ceux qui ont le plus de chance de s'intégrer rapidement.

Les études démontrent qu'une intégration réussie passe en grande partie par l'intégration en emploi. Les critères de sélection devraient donc être revus pour mieux tenir compte de la capacité des immigrants à s'intégrer à un emploi.

Il faut attirer et retenir au Québec de jeunes travailleurs, des personnes ayant acquis des compétences professionnelles reconnues et des immigrants entrepreneurs, investisseurs et innovateurs.

Nous devons rapprocher les immigrants des réseaux d'affaires, élargir les programmes de mentorat et poursuivre les programmes de sensibilisation. La Chambre fait elle-même des efforts dans ce domaine avec son programme Interconnexion, qui vise à trouver des stages en entreprise à des immigrants qualifiés.

D'autre part, le gouvernement, les universités, les entreprises et les ordres professionnels doivent collaborer pour accélérer la reconnaissance des diplômes et l'évaluation des compétences et des expériences de travail des personnes immigrantes.

Les clés d'une intégration réussie sont connues, il faut les appliquer. Les efforts déployés dans les dernières années pour retenir les étudiants étrangers ayant complété un diplôme universitaire au Québec constituent un geste dans le bon sens.

Alors que le Québec veut développer les ressources qui dorment dans le Nord et que, pour la première fois depuis des années, notre performance économique rivalise avec celle de nos voisins, ne faisons pas l'erreur de nous priver de la contribution économique de milliers d'immigrants qui ne demandent pas mieux que de venir vivre ici et de contribuer au développement économique du Québec.